



Motion du 29^e Congrès de l'UL CGT TOULON

Réunis en congrès les 21 et 22 Octobre 2021 au Pradet, nous avons débattu de la situation.

Depuis 18 mois, le gouvernement MACRON-CASTEX et le patronat utilisent la crise sanitaire pour accélérer la remise en cause des conquits sociaux, du droit du travail et des libertés individuelles et collectives, provoquant un accroissement des inégalités et de l'exclusion sociale.

Nous réaffirmons notre opposition au passe sanitaire et à l'obligation vaccinale pour certaines professions, outil législatif permettant le fichage et la poursuite de la casse du code du travail et des droits des salariés conduisant à la suspension de milliers de soignants, de pompiers et d'autres salariés.

Malgré l'épidémie, en 2020, le gouvernement a poursuivi de destruction de l'hôpital public : 5700 lits ont été supprimés. A l'hôpital de Toulon - La Seyne, dix lits sont fermés depuis le 12 septembre. Dix autres lits sont menacés pour novembre, mettant en péril le service de médecine de l'hôpital de La Seyne.

Les cliniques privées St Roch, St Jean à TOULON et Ste Marguerite à HYERES doivent être regroupées et transférées à La CRAU avec, en conséquence des suppressions d'emplois et l'éloignement des structures pour les patients.

Les trésoreries publiques ferment, le gouvernement et la Région Sud privatisent la ligne ferroviaire Marseille-Nice... , la liste des attaques est longue.

Les échanges de notre congrès l'ont démontré, c'est tous ensemble que nous mettrons fin à ces reculs inacceptables.

Dans la santé, nous enregistrons la proposition faite par les syndicats CGT et FO de l'hôpital Beaujon, répondant aux personnels d'un hôpital de Mayenne (53), de monter tous ensemble au Ministère de la Santé, Samedi 4 Décembre, pour mettre fin aux projets de regroupements d'hôpitaux, de suppressions de lits. Proposition à débattre, notamment dans les syndicats de la santé, pour construire la mobilisation et faire reculer le gouvernement, pour le maintien de tous les lits et de tous les services, à commencer par les hôpitaux civils et militaires de l'aire toulonnaise.

Une première étape pour mobiliser contre la suppression des lits au service médecine du CHITS est annoncée pour le 8 novembre, nous appelons tous à y participer.

Nous exigeons également :

- la levée immédiate de toutes sanctions et suspensions de salaire pour tous les salariés du privé comme du public, qui ne rempliraient pas l'obligation vaccinale. Nous refusons toutes formes de licenciement ou de radiation qui constituent une atteinte grave au respect du secret médical, et au contrat de travail lié à la convention collective ou au statut.
- Le maintien et le développement de tous les services publics : trésoreries, bureaux de postes, agences-boutiques Orange, organismes sociaux, hôpitaux et établissements de santé.
- Le maintien de la ligne ferroviaire Marseille – Nice par la SNCF, contre la privatisation.

Tous ces combats s'inscrivent dans la mobilisation plus générale pour l'augmentation des salaires, pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, de la loi de transformation de la fonction publique et l'abandon définitif du projet de retraite par points et des projets visant à retarder l'âge de départ.

TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER !